

DEBATE

Robert DOSSOU

Je vous ai dit qu'en regardant la qualité des femmes et des hommes de ce panel, je n'avais aucune introduction à faire. Je garde pour moi ce que j'ai à dire pour que vous puissiez participer. Quand vous aurez fini d'intervenir, je ferai une conclusion qui sera précédée des points clés de ma pensée. Je voudrais vous proposer ceci. Avec votre permission, je vais prendre sur ma gauche cinq intervenants et sur ma droite, cinq intervenants. Chacun aura une ou deux minutes pour s'exprimer. Notre panel va répondre. Après, nous aviserons, car il ne nous reste que 10 minutes. Nous allons de concert voir si nous débordons un peu sur l'horaire ou si nous nous en tenons à la décision unaniment prise tout à l'heure de finir à 19 heures. Je commence par Madame Nardos Bekele-Thomas.

Nardos BEKELE-THOMAS

First of all, there are the illicit capital flows. There are USD 50 billion per year in illicit flows out from Africa, and this requires a partnership. It is not just Africa. It is the receiving part. There should be a deal, because this exceeds all the aid that Africa receives. If we stop that, we will stop begging the world for money. The second thing is, we talk about integration. It is not just political unity that we need. It is economic integration. We are not doing a lot on that.

We do not even have a mapping of all our resources, so we do not know where the value chain lies. We have to develop value chains for each of these growing sectors. We have to have clusters that work together. This is the AU and the AU has to do that, so that is one important thing that we need to do. The third thing is, we have to have an honest study of why rich, endowed, resource-filled countries, those countries that have so many resources, have problems. Why is there a recurring violence in these countries? It should be a real, objective and honest assessment of countries, which has to be apolitical, which is outside of politics. These are the three things.

The third thing is the youth, the youth dividend in Africa is very important, and we can make it. We can nurture it and harness this resource to be a useful element and not a curse to this continent. It is proven. This is the World Bank report. If we manage the youth, we can increase the income, the GDP from Africa, by USD 100 billion a year. There are activities and actions to be taken, so we have to follow that. Let us stop saying that the youth is a curse. The youth is not a curse. The youth is our resource that we need to nurture. We need to take action so that it becomes a real dividend to the economy.

Robert DOSSOU

Merci Madame Nardos Bekele-Thomas. Je passe maintenant la parole au Professeur Maïla.

Joseph MAÏLA

Merci beaucoup Monsieur le Président. Ma première parole sera pour féliciter les panélistes qui nous ont donné une image absolument globale de tous les problèmes qui se posent en Afrique, souvent avec beaucoup de passion. Je ne suis pas africain. Je suis professeur de géopolitique africaine à l'ESSEC, sur le campus de Rabat. Je suis passionné par les problèmes du continent et par l'espérance et l'avenir du continent.

Il me semble que trois sujets extrêmement importants ressortent de ces débats. Le premier, nous l'avons vu pour l'Union européenne, nous l'avons vu pour l'Amérique latine, nous l'avons vu pour la crise de la globalisation, c'est l'idée d'un nouveau narratif. Quel est le narratif africain ? Je plaide pour un narratif visionnaire. Qu'est-ce qu'un narratif visionnaire ? C'est un narratif qui ne se contente pas de dire qui nous sommes, mais comment nous nous situons. Il y a un réalisme de la globalisation qui ne consiste pas à répéter l'identité, mais à savoir ce qu'on fait de son identité

quand on est en relation avec les autres. C'est passer du référentiel au relationnel. Je constate que sur le plan africain, on a beaucoup tendance à affirmer, s'affirmer, réaffirmer son identité. C'est très bien et il faut passer par là, mais une identité qui ne sert qu'à me définir ne sert à rien si elle ne me dit pas comment je me situe par rapport aux autres. Ainsi, je plaide pour ce narratif visionnaire.

Le deuxième point qui me semble extrêmement important, c'est au fond la vision sécuritaire. Cette vision sécuritaire est importante aujourd'hui. Le président Dossou nous l'a dit au départ et cela a été dit aussi par Sean Cleary que je voudrais remercier parce qu'il a effectivement passé en revue tous les points de faiblesse. Cette vision sécuritaire s'impose non pas seulement parce qu'il y a des vagues djihadistes aujourd'hui, mais parce qu'elles viennent se greffer sur des failles institutionnelles. Le problème djihadiste se pose en Afghanistan. Il se pose dans la péninsule arabique. Il se pose aussi en Occident. Toutefois, il vient se greffer sur une faiblesse structurelle d'Etat dans laquelle la corruption entre. La faiblesse d'Etat, la faiblesse institutionnelle. Quelqu'un a utilisé ces termes : « nous voulons des institutions solides ». C'est vous je crois, Madame Aminata Touré. C'est une vision globale. Il faut absolument poser le problème dans sa globalité.

Le troisième point, c'est ce que j'appellerais « le fédéralisme solidaire ». Je ne sais pas si dans la vision du ministre Cheikh Tidiane Gadio, il y a cette idée qu'un jour, nous arriverons avec 54 Etats. Pourquoi pas ? Les Etats-Unis, c'est 50 Etats. Avec 54, nous ne sommes pas loin d'un fédéralisme général, mais je crois qu'il y a des fédéralismes régionaux. Le président Dossou a insisté sur les unions économiques et sur les dynamiques économiques qui sont à l'œuvre. Il faut absolument passer par cela.

En conclusion, je voudrais abonder dans le sens du projet qui nous a été présenté par Madame Guigou. Il présente de manière synthétique ces trois éléments qui permettent de penser le relationnel, le sécuritaire et le visionnaire en mettant en place des stratégies de complémentarité. Cela commence par l'Europe en passant par la Méditerranée, reliant l'Afrique, mais si vous voulez, nous commençons par l'Afrique, nous passons par la Méditerranée et nous allons en Europe. Nous sommes sur une verticale, mais sans oublier le transatlantique et l'océan Indien bien sûr. L'Afrique a besoin de se situer dans la globalisation. C'est cela qui est important.

Christine DESOUCHES

C'est d'ailleurs bien l'objet de cet atelier qui pourra devenir effectivement des séances plus générales à la World Policy Conference. Comment l'Afrique se situe-t-elle dans les relations internationales ? Cela a été mis de côté pendant beaucoup d'années. Ce qui est intéressant, c'est de voir – et c'est très positif et très encourageant – qu'aujourd'hui non seulement elle est prise en compte, mais comment elle va se positionner. C'était un peu l'objet aussi des propositions qui pouvaient émerger pour que non seulement ce soit l'identité, mais également le positionnement, et qu'elle compte.

Monsieur le Président, je voudrais insister sur deux éléments. Certes, la question de la fondation telle qu'elle nous a été présentée par Madame Guigou qui en avait déjà parlé, je crois, l'année dernière est un projet intéressant. Je voudrais insister sur une des composantes. J'ai entendu une fondation qui regrouperait des *think tanks*, aussi bien, j'imagine, européens qu'africains. C'est là que le bât blesse, non pas qu'il n'y ait pas de *think tanks* au niveau africain. D'ailleurs, nous en avons la preuve : l'OCP Policy Center for the New South est le partenaire privilégié de l'Ifri pour notamment un certain nombre d'organisations, de manifestations et de réflexions. C'est la preuve qu'il y a de grandes compétences et de grandes ressources de réflexion dans ce sens-là. Cependant, c'est vrai qu'il y en a dans un certain nombre de pays. Je pense que nous avons véritablement une recommandation qui est de souhaiter qu'il puisse y avoir un appui ou en tout cas que l'on consolide ces capacités de réflexion. Le ministre Gadio a été un des premiers à créer l'IPS, l'Institut panafricain de stratégies. Il faut aider justement au développement et surtout aux assises, à l'enracinement de ces centres de réflexion au niveau africain. Cela vaut aussi pour les Etats. Peu se sont dotés d'instituts de relation d'études stratégiques et de relations internationales. Je ne parle pas du Maroc. Dans beaucoup de pays, certains départements au niveau des Affaires étrangères ont tenté cela, mais je pense qu'il y a là aussi toute une réflexion endogène, même si je n'aime pas trop le terme, qu'il convient d'encourager et qui pourrait être un de ces ferments ou de ces assises.

Par ailleurs se pose la question des partenariats stratégiques. Tout le monde parle des partenariats stratégiques avec l'Afrique. L'Union européenne est engagée dans des partenariats stratégiques, tout comme le Japon, l'Inde, les BRICS, entre autres. Cela veut-il dire quelque chose ? Depuis que les présidents Wade et Thabo Mbeki ont lancé le nouveau partenariat pour l'Afrique, dans les années 2000, il y a eu quand même cette inversion de la réflexion. Les autres n'imposent pas le partenariat à l'Afrique, mais l'Afrique elle-même secrète sa propre vision. Qu'est-ce qui empêche l'Afrique, dans ses partenariats stratégiques, de faire valoir sa vision ? C'est la question que je pose et sur laquelle je souhaitais attirer l'attention. (*Applaudissements*)

Jawad KERDOUDI

Je suis président de l'Institut marocain des relations internationales. Bien sûr, j'adhère à cette idée de réseau des instituts africains et européens aussi pour faire avancer les choses. Maintenant, je voudrais revenir à mon collègue, Monsieur Gadio, pour lui dire que l'union politique de l'Afrique, nous en avons parlé dès la création de l'Union africaine. Ce n'est pas malheureusement demain que cela sera fait. Nous n'avons pas le temps d'attendre l'union politique qui peut être – et je suis d'accord avec vous – un objectif à moyen et long terme. Néanmoins, je pense – comme cela a été dit – qu'il faut commencer par l'économique. C'est l'économique qui doit nous amener à l'union politique, notamment sur le plan macroéconomique, avec les unions régionales. Je pense beaucoup au renforcement des unions régionales, mais aussi à la zone de libre-échange africaine, la ZLECA. C'est aussi sur le plan microéconomique et je salue le travail de l'OCP. Voilà des choses concrètes qui ont été faites par l'OCP dans plusieurs pays africains. Je souligne également ce qu'a proposé Madame Guigou, le nouveau partenariat avec des actions concrètes pour créer des emplois pour les jeunes parce que c'est la chose la plus importante. Merci.

Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI

Je suis un industriel dans le domaine de l'aéronautique au Maroc. Nous étions là l'année dernière, dans la même salle, nous avons fait un état des lieux de l'Afrique. Nous avons parlé de 2030, des enjeux, de ce qui a évolué et ce qui a fonctionné depuis. J'admire l'enthousiasme de Madame Touré. Il faut avoir de l'enthousiasme. C'est vrai que 4 % de croissance, nous pouvons nous en féliciter, mais à partir de quoi ? Quelle est la base ?

Il faut que nous soyons réalistes. Des initiatives comme celles de l'OCP sont structurantes et capitales dans le domaine de l'alimentation, mais les défis sont énormes. Je rends hommage à la mobilisation de Madame Guigou et de son mari, Jean-Louis, à leur foi dans ce que vous appelez à l'époque la « tranche de mandarine » Europe-Méditerranée-Afrique et ce que vous appelez aujourd'hui l'AME. Il faut être réaliste. S'il n'y a pas le nerf de la guerre, il n'y a pas d'AME. Aujourd'hui, l'Europe n'est pas très consciente des problèmes de l'Afrique et qu'elle a un destin commun avec l'Afrique. C'est vrai que des voix en France s'élèvent, des voix qui vont dans le bon sens, Jean-Louis Borloo, le président Sarkozy, Monsieur Macron. Cependant, il faut que vous arriviez à réveiller l'Europe pour qu'elle se rende compte que c'est son destin demain. Ce n'est pas un bateau de migrants africains toutes les semaines que Monsieur Salvini va essayer d'envoyer ailleurs, mais ce sera des milliers sinon des millions de bateaux plus tard. Il faut absolument qu'il y ait un plan « Marshall » ou « AME ». Le nerf de la guerre, c'est l'argent. Il convient de mobiliser des moyens considérables pour faire face aux défis véritables et profonds que connaît l'Afrique. Quand on parle par exemple du terrorisme, à la base, c'est un problème de développement. Donnons des emplois à des jeunes. Aujourd'hui, nous nous félicitons que l'Afrique est porteuse d'espoir avec la jeunesse, mais si nous ne faisons rien pour cette jeunesse, cela va être le chaos, la bombe pour tout le monde. Mon message est qu'il faut absolument que l'Europe se réveille et qu'elle prenne conscience de la problématique de l'Afrique.

Robert DOSSOU

Je passe la parole à Madame la Ministre du Commerce du Rwanda.

Soraya HAKUZIYAREMYE

Merci beaucoup, Monsieur le Président Dossou. Je voudrais d'abord remercier tous les panélistes pour la qualité de leur présentation et ce qu'on appelle en anglais *food for thought*. Ma question s'adresse à Monsieur Sean Cleary.



In your presentation, you highlighted the need for infrastructure and investments in health and education, which will require massive capital. However, we have to address the issue of the cost of financing that African countries face. Regardless of the fact that many countries now have made strides to ease the business environment and set up reliable, sound and trustworthy institutions as you mentioned, the cost of financing is still very high. This is because it is mostly based on the ratings that global agencies give. These global agencies are British and American agencies like S&P, Fitch and Moody's.

I feel there is no rating agency that actually takes into account the specificity of Africa, which means the way the risk is rated now is not really in favor of our countries. As long as we do not address that issue of the cost of financing, we will not see Africa move forward. In particular we need industries that require massive capital to create the jobs for our youth, so could you share your insights on that issue?

Pour revenir à ce qu'a dit Madame Elisabeth Guigou, je suis d'accord qu'il faut ce réseau de *think tanks* africains et voir comment aussi confronter les défis que l'Afrique et l'Europe partagent, notamment l'impact de ce qu'on appelle la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine. Cependant, je pense que pour les Africains, dire que l'impact est le même que celui de l'Europe ne serait pas correct dans le sens où l'Afrique ne représente dans le commerce mondial que 3 %. Aujourd'hui, nous regardons cela vraiment de très loin en disant « essayons d'avoir une part plus grande dans le commerce mondial et regardons comment nous y arrivons ». C'est le plus important plutôt que de dire que l'impact serait le même pour l'Europe ou pour l'Afrique. (*Applaudissements*)

Mohamed Mahmoud BEN LABAT

Je suis ambassadeur du Mali à Rabat, nouvellement arrivé, une première raison qui m'a fait hésiter à prendre la parole. Et la deuxième est la présence d'éminentes personnalités qui savent mieux que quiconque ce qu'est un débat et ce dont a besoin l'Afrique, parmi lesquels mon aîné et grand frère Mohamed Ibn Chambas en face. Je ne peux cependant résister au plaisir et au bonheur de saluer la qualité des exposés, mais aussi par devoir, je souhaite appuyer fortement ce qu'a dit le ministre d'Etat, Cheikh Tidiane Gadio, concernant le Sahel et mon pays, le Mali.

Oui, Monsieur le Ministre, que pouvons-nous faire ? Que pouvons-nous dire que nous n'avons pas encore dit sur le Mali et sur le Sahel ? Le Sahel et le Mali se consomment à petit feu sous nos yeux. J'ai eu le privilège, juste avant de prendre mes fonctions ici, d'être témoin de tout ce que nous faisons au plan diplomatique pour avoir été directeur des organisations internationales en charge de la MINUSMA et conseiller chargé des questions politiques et diplomatiques.

Nous avons le sentiment amer que rien ne bouge, en tout cas, pas grand-chose quant à l'efficacité des mécanismes de gestion mis en place pour stabiliser le Mali et combattre le terrorisme au Sahel. Au niveau des Nations Unies, le ministre d'Etat a parlé de robustesse. J'étais présent à New York pendant les 3 ou 4 dernières années, à chaque renouvellement en juin. Aussi bien du côté du Mali, que des amis du Mali, et tous ceux qui sont concernés, avec insistance – je parle sous le contrôle du Docteur Ibn Chambas –, il convient de donner au mandat de la MINUSMA la robustesse nécessaire. Le ministre d'Etat l'a dit. Aujourd'hui, pour ne pas abuser de votre temps et être dans le respect des minutes imparties, la MINUSMA elle-même, Monsieur le Ministre, n'est pas en mesure de se défendre, de défendre ses 12 000 hommes. Nous dénombrons autant de victimes au sein des rangs de la MINUSMA. Je ne parle pas seulement des civils, mais des hommes chargés de venir assurer la stabilité du Mali ou d'aider le Mali à assurer sa stabilité qui tombent tous les jours, sous le feu et les coups des terroristes. Ceux-ci sont mieux équipés, plus armés. C'est ce que nous pouvons dire au regard des pertes.

En outre, je soumets ce sujet de réflexion à des voix plus autorisées, en tout cas, si tant est que ce débat puisse nous inspirer. On nous dit que selon la doctrine des Nations Unies, ils ne sont pas chargés de combattre le terrorisme. Au niveau de nos chefs d'Etat, on a dit : « Soit, ne combattez pas. Aidez-nous à combattre. » Des initiatives ont été prises. Nous n'allons pas vous faire l'offense de rentrer dans les détails. La force G5 Sahel a été mise en place avec des mécanismes, avec la volonté politique. Nous n'avons d'ailleurs pas le choix. Notre case brûle. Nous sommes obligés de combattre. Nos enfants sont là avec des officiers bien équipés. Hélas, il manque l'équipement et il manque des fonds. Nous ne les avons pas. Il n'y a aucun complexe à le dire. Ces fonds tardent à venir.



Nos chefs d'Etat au niveau du G5 Sahel ont conçu un plan d'action qui prend en charge toutes les dimensions corollaires. Vous avez parlé ici d'immigration, même pour stabiliser les jeunes. Pour revenir au niveau du G5, les financements manquent. Il y a ce problème de mandat. La MINUSMA elle-même n'a pas les effectifs nécessaires. Cela vient au compte-gouttes. Même au niveau de la défense, et pour y avoir été pratiquement tous les jours avec Monsieur Annadif, au moment où je vous parle, la MINUSMA est dans l'attente de matériels d'équipement ou d'armement adéquats au regard de la spécificité de la zone, notamment par rapport aux avions. La MINUSMA elle-même attend. J'ai parlé des financements.

Robert DOSSOU

Ce n'est pas de notre faute. Tout le monde l'a dit. Nous devons avoir une séance plénière pour cela. On nous a volé du temps...

Mohamed Mahmoud BEN LABAT

Il y a un problème d'effectivité de l'engagement de la communauté internationale. Nous observons un manque de conviction que c'est un problème global qui concerne la nature humaine, qui concerne l'humanité et qui ne concerne pas que le Mali et le Sahel. Je vous remercie. (*Applaudissements*)

Robert DOSSOU

Monsieur l'Ambassadeur, je vous comprends très bien. Je compatis au fait que vous soyez frustré. Je le dis, car je le suis autant que vous, mais nous n'avons pas le choix.

Jean-Louis GUIGOU

Je suis l'époux d'Elisabeth Guigou. A la fin de notre carrière professionnelle, nous nous associons tous les deux pour défendre ce projet. J'ai quatre observations très rapides sur les décideurs. Je n'aime pas discuter de choses sur lesquelles je n'ai pas prise. Je voudrais que nous essayions de réfléchir sur l'Union européenne. Pour cette histoire de fondation, je pars du constat suivant. Les hauts fonctionnaires qui ont participé au dernier sommet Europe-Afrique à Abidjan m'ont dit que c'était honteux. Rien n'avait été préparé : aucune décision, des textes secs et du blabla. Dans la préparation post-Cotonou, les administrations se sont refermées sur elles-mêmes. Elles ne consultent pas les économistes. Elles ne consultent pas les chefs d'entreprise. Nous risquons encore d'avoir des accords de post-Cotonou pour quand même 15 ans, 2020-2035, qui vont se réduire certainement à des zones de libre-échange, alors que ce n'est pas le sujet. Le sujet, c'est la production et le développement.

Nous nous battons pour qu'il y ait cette fondation, mais avec cette fondation, Madame, vous avez raison – je résume à l'excès –, nous voulons gagner de l'argent pour le distribuer aux meilleurs *think tanks* qui travaillent au rapprochement de l'Europe et de l'Afrique. Je porte à votre connaissance qu'entre les deux Amériques, Amérique du Nord et Amérique du Sud, une fondation existe. Elle est dotée de 40 millions de dollars par an, pour arrimer les chemins de fer, les circuits financiers, les normes de toutes natures. Entre le bloc asiatique, les Japonais, les Chinois et tous les pays du Sud-Est asiatique, il y a une fondation qui pèse 30 millions de dollars par an. Il s'agit bien d'un projet qui nous dépasse, qui concerne l'Union européenne, qui concerne le président de la commission, qui concerne l'Union européenne et l'Union africaine. C'est un réseau. L'argent sera distribué et vous serez consultés.

Deuxièmement, je pars d'un constat. Je vais dans l'économie, dans la production. Je le dis souvent, certains ont peut-être déjà entendu mon anecdote. On parle du chocolat belge. Mais il n'y a pas de chocolat en Belgique. On parle de chocolat suisse, mais il n'y a pas de chocolat en Suisse. Tout ce chocolat vient de Côte-d'Ivoire. Ce qu'il se passe en Afrique, ce drame, c'est que les matières premières sont exportées, transformées en Europe avec des immigrés africains. Après, on renvoie ces produits non adaptés et on se dit que les Chinois sont en train de nous avoir parce qu'ils produisent sur place. C'est d'une absurdité totale. Vous le savez très bien. Quel est le premier pays producteur de pétrole brut du continent africain ? C'est le Nigeria. Je vous pose la deuxième question. Quel est le premier pays africain le plus importateur de pétrole raffiné ? C'est le Nigeria. Il exporte des millions de barils. On va le raffiner à l'extérieur avec la valeur ajoutée et on le réimporte beaucoup plus cher. Nous marchons sur la tête. Nous avons alors un travail de pédagogie à faire comprendre aux Européens que s'ils ne veulent pas que les Africains montent pour



travailler, il faut que le capital descende pour coproduire avec les Africains. C'est une équation très simple. L'Allemagne a fait cela avec les pays de l'Est. Quel est le résultat ? L'Allemagne gagne 200 milliards par an de balance commerciale. Et nous, nous vendons des produits finis non adaptés et nous sommes passés de 15 % de part de marché à 5 %. Des souliers qui sont faits pour des pays du nord où il fait froid ne sont pas adaptés aux pays tropicaux où il fait chaud. C'est absurde. Il faut faire un travail de pédagogie.

Je m'adresse maintenant à la Présidente. Madame, j'avais une troisième proposition. Vous avez la primeur. Je rebondis en vous faisant cette proposition. Vous êtes Présidente du Conseil économique et social du Sénégal. Je préside un *think tank*. Madame, pourquoi ne lanceriez-vous pas un questionnaire à tous les Conseils économiques et sociaux des 54 pays africains ? Nous pouvons y travailler ensemble. Prenez cette initiative. Je m'engage à faire faire un questionnaire un peu similaire à tous les Conseils économiques et sociaux des 28 pays européens. Nous poserions des questions à vous les Africains : qu'attendez-vous de l'Europe ? Quelles méthodes ? Quelles techniques ? Quels outils ? Etes-vous prêts à vous associer ? Y a-t-il un désir d'Europe en Afrique ? Aux Européens, nous leur poserions la question : y a-t-il un désir d'Afrique en Europe ?

Enfin, vous avez bien raison. Je suis modestement révolté par ce débat qui engage notre avenir pour 20, 30 ou 40 ans. L'Afrique risque d'être le drame de l'Europe ou le paradis pour l'Europe. Je ne comprends pas que nous ayons un petit atelier et non pas une plénière. Voici ma proposition, Madame : faites ce questionnaire. Je vous aiderai. J'y mettrai un peu d'argent. Nous proposons que l'année prochaine nous ayons une séance plénière pour voir les résultats de ce questionnaire. (*Applaudissements*)

Zakaria ABOUDAHAB

Merci, Monsieur le Président, et je vous félicite pour votre patience. Je suis universitaire, professeur de droit international à Rabat. Pour ma première observation, je m'adresse à tous les panélistes que je félicite pour la qualité des propos tenus. Quelle est l'articulation aujourd'hui entre la ZLECA qui est la zone de libre-échange du continent africain avec les APE, les accords de partenariat économique ? Cela a été dit, ils sont un peu dépassés parce que leur schéma est ancien. Il est passé de Yaoundé via Lomé 1, 2, 3 et 4, et Cotonou du Bénin. Ne pensez-vous pas qu'aujourd'hui il faut inventer un nouveau paradigme dans le sens où il faut lutter contre cette fragmentation avec l'Union européenne ? Pour les Etats ACP, Afrique, Caraïbes et Pacifique, je me pose la question. Pourquoi intégrer les pays africains, notamment les pays les moins avancés dans ce groupe ?

Deuxième question ou observation, ne devons-nous pas plutôt penser complexe et réfléchir à la relation entre le continent africain qui est d'ailleurs pluriel – ce n'est pas une entité cohérente à ce jour – et la Chine dans le cadre du forum Chine-Afrique, le FOCAC, qu'elle tient tous les 4 ans ? Une coopération triangulaire ne serait-elle pas plus bénéfique à ce continent ?

Je réponds positivement à la proposition de Madame Guigou, mais j'émetts juste une petite remarque. Ne pensez-vous pas que la Méditerranée est une autre réalité un peu plus transversale parce qu'elle inclut d'autres pays qui n'appartiennent pas au continent africain ? Cela inclut la Palestine, Israël, la Jordanie. Peut-être devons-nous nous focaliser davantage sur une verticale plus directe entre l'Union africaine et l'Union européenne avec aussi une association d'autres partenaires ?

Robert DOSSOU

Je vous remercie. Avant de donner la parole aux panélistes, je vais moi-même intervenir pour dire deux mots. Le premier : le terrorisme sur le continent africain ralentit le progrès à tous les niveaux. Je vais répéter ce que j'ai dit aux premier et deuxième forums organisés par mon ami Cheikh Tidiane Gadio. Nous sommes aujourd'hui en troisième guerre mondiale, une guerre asymétrique de territoires occupés. Ceux qui sont terroristes sont soutenus par des Etats qui ne se révèlent pas. Il y a derrière ces Etats des fabricants d'armes, des marchands d'armes, des trafiquants en tous genres. Hélas, l'Afrique n'a pas les moyens. Nous ne produisons pas les armes et nous ne possédons pas l'équipement militaire dont sont dotés les terroristes. Nous parlons de coalition pour lutter contre le terrorisme, pour lutter contre le 11 septembre. Il faut déclarer la guerre aux terroristes et il doit y avoir une coalition de tous les Etats qui s'inscrivent sincèrement dans la lutte contre le terrorisme.



Deuxième élément sur lequel je voudrais intervenir, ce sont nos Etats. Beaucoup de panélistes, Madame Touré notamment, ont mis l'accent sur la nécessité d'avoir des institutions solides. J'ai ma doctrine sur l'Etat en Afrique. Pour moi, au sud du Sahara, il n'y a pas encore d'Etat. Nous sommes arrivés à l'indépendance avec la machine administrative du colonisateur et nous n'avons pas encore réellement créé des Etats. L'Afrique du Nord, c'est un autre processus. Tant qu'il n'y aura pas d'Etat solide en tant qu'institution, non pas en tant que pouvoir à tendance personnalisée ou à connotation personnalisée avec du messianisme par moment, nous aurons des faiblesses.

Voilà les deux points sur lesquels je voulais intervenir. Je vais demander aux panélistes de dire un mot sur les questions qui ont été posées.

Sean CLEARY

If I have one minute, I will speak about the cost of financing. The scale of infrastructure requirement in Africa today is estimated by the African Development Bank to be about 120-160 billion U.S. dollars a year. I am just citing that to give some colour to the statement that you made. However, we heard a little earlier about illicit capital flows leaving Africa at a scale of about 50 billion dollars a year. One of the things that Africa does need to get its act together on is preventing massive illicit capital outflows, which are depriving all citizens of the continent of the opportunity for advancement.

Now I will mention the specifics of how one tackles these types of projects. First, I am sure you will know, Minister, about the combination of equity from institutions like the IFC and related institutions at national levels. Along with development banks that operate within Africa, these can take equity positions, in some cases of up to 25% of the cost of a project. That strips risk out for commercial lenders.

It significantly drives down the cost of capital and is generally perceived as an effective means of reducing the overall cost of the project. The IFC has entertained the possibility for large infrastructure projects in the past – and I believe they would do so in the future – of converting the equity positions they take, once a project is generating cashflows, into preferred debt positions. This means that the benefit of the cashflow significantly reduces the cost of capital more rapidly and provides a return on investment to the country.

There are many ways to structure these, but if one does not take a clear, well-defined and quite hard position in one's negotiations for large infrastructure projects, one can get taken for a ride.

The second thing about it is sovereign ratings are not the right point of departure for infrastructure projects. The proper point of departure is the return on investment (RoI) anticipated from the project, and the KPIs (key performance indicators) required to ensure that this RoI is achieved; and then derive the risk profile from those.

Unfortunately, banks and rating agencies do not take that approach upfront. One has to bring that skillset as part of one's negotiating package. This is one of the reasons why something like 18% of all major infrastructure projects that have been advanced as PIDA (Programme for Infrastructure Development in Africa) projects by the African Union, are considered bankable. We have to overcome the challenge of developing feasibility studies that clarify rates of return and true risk profiles, in order to solve the problem that you have described, and it is critical that we do.

Elisabeth GUIGOU

Je crois qu'il n'y a pas d'autre solution que de travailler ensemble et en commençant par l'économie. Nous avons à rechercher des complémentarités parce que nous sommes voisins, pour traiter tous les problèmes qui ont été évoqués ici à commencer par la sécurité. Il convient de voir quels sont nos intérêts communs et de voir comment dégager une vision commune dans le monde d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'annuler les différences. Chère Madame la Ministre du Commerce, évidemment que nous n'avons pas le même impact, mais justement. Il convient de parler et de voir sur quoi nous pouvons nous rejoindre pour unir nos forces. Si nous ne le faisons pas, c'est fini, nous serons tous perdants.

En outre, nous avons besoin d'un narratif commun. La présidente l'a très bien dit. Il faut changer l'image de l'Afrique en Europe et l'image de l'Europe en Afrique. Nous n'allons pas continuer à ressasser des histoires. D'accord, les uns et les autres, nous avons un héritage, mais regardons devant.

Enfin, mon dernier mot sera pour dire qu'il ne tient qu'à nous d'obtenir une plénière l'année prochaine. Je ne parle pas que de la proposition émise par Jean-Louis.

Robert DOSSOU

Rassurez-vous, nous allons le mettre dans le rapport.

Elisabeth GUIGOU

Nous n'avons qu'à décider tous ensemble que nous ne parlerons que si nous sommes en plénière, pas forcément nous, peut-être d'autres. Nous n'avons qu'à mettre l'Afrique en plénière. La richesse et la qualité des interventions de cet après-midi ont montré que cela nécessite quand même un peu plus de temps et peut-être un public un peu plus large. Merci à vous, Monsieur le Président, parce que vous avez été très patient.

Juliette TUAKLI

I absolutely agree with the issue of stronger institutions, but I will say again that there is a huge role that civic society has to play and I do think [inaudible] should be encouraged to be part of that.

Robert DOSSOU

Je donne la parole à Monsieur le Ministre d'Etat.

Cheikh Tidiane GADIO

L'idée, c'est que j'ai entendu certains termes auxquels nous pouvons appliquer la belle formule de Heidegger « l'oubli de l'oubli ». Les gens oublient et ils oublient tellement longtemps qu'ils oublient qu'ils ont oublié ! C'est ce qui arrive quand on dit que le terrorisme est lié à la pauvreté. Cela n'a pas tellement de sens. Ben Laden était loin d'être pauvre. Al-Baghdadi s'est présenté au monde avec une montre Rolex de 100 000 dollars. L'Arabie Saoudite n'a rien à voir avec la pauvreté. La France qui a été attaquée plusieurs fois et qui gère un grave problème de terrorisme n'a rien à voir avec la pauvreté. Les Etats-Unis ont été attaqués massivement, qu'ont-ils à voir avec la pauvreté, y compris concernant le terrorisme domestique en Amérique ? Je pense que le terrorisme est beaucoup plus grave. Nous n'avons pas le temps d'analyser tous les éléments, mais c'est vrai qu'en Afrique, ils peuvent exploiter les exclusions. Ils peuvent exploiter les failles dans notre système et je suis d'accord.

Cependant, cela ne justifie pas le fait qu'en réalité, les gens pensent que c'est peut-être nous-mêmes qui sommes responsables de ce qui nous arrive. Ce n'est pas vrai. Nous ne sommes pas responsables de ce qui nous arrive. En grande partie, on nous a imposé un combat, une situation particulière qui nous déraille de notre développement, qui nous crée énormément de problèmes. Ensuite, la communauté internationale a tourné son regard. Pour dire les choses honnêtement, j'ai donné le cas du Mali. J'ai donné le cas du G5 Sahel.

Les Africains peuvent-ils se départir du complexe de la souveraineté ? Quelle souveraineté ? Sommes-nous prêts à comprendre que si nous ne sauvons pas le Mali, nous mettons en péril le Sénégal et la Mauritanie, que nous mettons en péril toute l'Afrique de l'Ouest ? Comment pouvons-nous continuer à nous réveiller chaque matin et entendre sur *RFI*, la *Voix de l'Amérique* que 60 soldats ont été tués au Mali, que 20 soldats ont été massacrés au Burkina Faso et cela nous laisse froids ? Les gens se lèvent et continuent leurs activités.

Dernier point, beaucoup ont dit qu'il fallait commencer par l'économie. Ce que j'appelle l'oubli de l'oubli, c'est que nos ancêtres fondateurs ont commencé le débat sur cette question. Certains ont dit que l'unité politique accélérerait l'union économique. Aujourd'hui, on veut nous faire croire qu'il faut encore rester sur l'union économique. Nous l'avons fait depuis le début. Depuis 1963, c'est Nyerere qui a remporté le combat sur Nkrumah en commençant par les communautés économiques régionales. Cheikh Anta Diop a averti l'Afrique en 1975. Vous croyez que vous pouvez éluder les questions politiques et commencer par l'économique. L'économie, c'est le domaine de la rivalité et de la compétition. Ce n'est pas forcément le domaine de la solidarité. Par contre, si nous avons une union politique, par exemple de la CEDEAO, les pays les plus pauvres seraient tirés vers le haut par les pays les plus avancés. Ainsi,



nous avons tout intérêt à renforcer l'intégration par plus d'union politique. Mais c'est parce que les Africains s'accrochent à cette histoire de pays indépendant et souverain que nous évitons de parler de ces questions d'union politique. Je n'ai pas honte. Je suis convaincu que l'Afrique balkanisée, qu'avec le choix que nous avons fait, nous ferons des progrès. Nous avancerons ça et là. Néanmoins, pour l'essentiel, l'Afrique doit être à un autre niveau que celui où elle se trouve aujourd'hui. L'Inde et la Chine étaient aussi pauvres que nous. La Chine aujourd'hui demande à être une première puissance mondiale. L'Inde est une fédération avec une diversité extraordinaire. Près de 10 mouvements de libération mènent des conflits internes en Inde. Les gens nous disent « non, il faut d'abord pacifier l'Afrique avant de l'unir ». L'Inde possède 2 800 langues et 6 400 castes très diverses, mais l'Inde est aujourd'hui parmi les *world global players*. L'Afrique doit aspirer à la même chose.

Aminata TOURÉ

Mon cher ami Cheikh, nous nous connaissons depuis très longtemps. Les Africains sont aussi très résilients, en tout cas plus résilients que les Indiens d'Amérique du Nord qui, hélas, ne sont plus que dans des réserves. Tout cela pour dire qu'une question est essentielle, qu'il nous faut construire ensemble, Madame Guigou, c'est la question du leadership mondial, régional et local. Pour cela, je pense qu'il faut une bonne dose de passion. Je parlais à Monsieur de passion, mais de passion transformative. Je pense que c'est possible.

Après la Seconde Guerre mondiale, je pense qu'il a fallu beaucoup de passion à tous les Etats et à tous les acteurs impliqués pour trouver cette nouvelle voie pour le monde, pour l'Europe. Cela a été la même chose pour le Rwanda après le génocide. Je pense que cela dépend justement de ce leadership que nous pouvons construire ensemble. Je ne crois pas que l'économie mondiale et la sécurité, ce soit juste une question scientifique de flux financiers. C'est d'abord une volonté politique et un leadership politique qu'il nous faut assumer.

Malheureusement, nous sommes dans une période moderne où les leaderships transformationnels se font hélas de plus en plus rares et il faut justement une offensive pour que nous puissions renouveler les valeurs qui nous rassemblent, les valeurs des Nations Unies, le vivre ensemble, les droits humains, les droits des femmes, les droits des enfants, la volonté de nous développer ensemble. Je crois que cette opportunité est offerte par la World Policy Conference. Malgré ce que j'ai dit et le fait que nous devons amener l'Afrique en plénière, il faut quand même saluer ces retrouvailles. Les moments comme celui-là que nous partageons demeurent rares et je pense que c'est très bien. Toutefois, il faut continuer à pousser pour construire ce leadership collectif et transformationnel. (*Applaudissements*)

Robert DOSSOU

J'ai deux choses à rappeler. Les panélistes, tout à l'heure, si vous pouvez me résumer l'essentiel de votre pensée sur une demi-page, ce serait bien, mais particulièrement, Monsieur Senhadji parce que vous avez des chiffres. Je suis réfractaire aux chiffres. Je suis un homme de discours.

Karim LOTFI SENHADJI

Nous nous complétons bien !

Robert DOSSOU

Un point n'a pas été soulevé ici et je ne peux pas lever la séance si je ne le souligne pas. Nous avons une solidarité avec l'Europe. C'est l'Europe qui a colonisé l'Afrique. Le francophone, quand il se lève, il va à Paris ou en France. Le Nigérien ou le Ghanéen, il va au Royaume-Uni. L'Equatorien, il va en Espagne. L'Angolais va au Portugal. J'ai fait mes études en France et quand je pars, je vais en France. D'un autre côté, dans la lutte pour l'indépendance, nous avons en 1955 créé une solidarité qui a eu ses effets. La conférence de Bandung de 1955 a créé la solidarité afro-asiatique. En conséquence, d'autres ont donné des arguments économiques, mais il y a aussi des arguments historiques. La Chine et les Etats-Unis sont en guerre commerciale. Nous, nous n'avons pas de grands commerces de ce côté, mais en même temps, je répète les mots de Nelson Mandela. Au lendemain de son accession au pouvoir, il a pris son bâton pour remercier tous ceux qui ont soutenu la lutte anti-Apartheid et les gens ont commencé à le critiquer en se demandant pourquoi il était allé saluer Kadhafi en Libye. Il a répondu : « l'ennemi de mon ami n'est pas mon ennemi ».



Nous ne pouvons pas trier. Nous devons suivre nos intérêts historiques avec l'Europe, mais nous avons aussi d'autres intérêts historiques avec l'Asie. Ma génération a été marquée par cela. Je dois le dire.

Sur ce, je vous remercie tous et la séance est levée.